

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2017 B 11198

Numéro SIREN : 830 888 640

Nom ou dénomination : SMOVENGO

Ce dépôt a été enregistré le 25/07/2022 sous le numéro de dépôt 32794

SMOVENGO

Société par actions simplifiée au capital de 6.312.000 euros
Siège social : 10 Rue du Commandant d'Estienne D'Orves
92390 VILLENEUVE LA GARENNE
830 888 640 RCS Nanterre
(la « **Société** »)

**ACTE SOUS SEING PRIVE DES DECISIONS UNANIMES DES ASSOCIES
EN DATE DU 30 JUIN 2022**

Le **30 JUIN 2022**,

Les soussignées,

- **INDIGO INFRA**, société par actions simplifiée au capital de 192 533 360 euros dont le siège social est situé Tour Voltaire, 1 Place des Degrés à Puteaux La Défense (92800), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 642 020 887 RCS Nanterre, représentée par Monsieur Serge Clément ;
- **MARFINA**, société à responsabilité limitée de droit espagnol au capital social de 3 311 041 euros dont le siège social situé Passeig del Comerç, 100, 08203 Sabadell (Barcelona) Espagne, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Barcelone sous le numéro ESB59372755, représentée par Monsieur Miquel Marti Pierre ;
- **MOBIVIA**, société anonyme à Conseil d'Administration au capital de 58 203 240 euros dont le siège social situé 511-589 rue des Seringats à Sainghin en Mélançois (59262), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lille Métropole sous le numéro 470 501 545 RCS Lille, représentée par Monsieur Olivier Melis ;
- **FIFTEEN**, société par actions simplifiée au capital de 350 727 euros dont le siège social est situé 105 Avenue Jean Jaurès Bâtiment A Cellule 2 à Oullins (69600), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le numéro 505 280 727 RCS Lyon, représentée par Monsieur Ludovic Bertrand ;

(Ci-après les « **Associés** »),

APRÈS AVOIR EXPOSE :

- qu'ils sont les seuls Associés de la Société ;
- que l'article 18 des statuts de la Société prévoit que les décisions collectives peuvent résulter d'un acte sous seing privé signé par tous les Associés.
- que les Commissaires Aux Comptes ont été informés de cet Acte Sous Seing Privé de Décision Unanime des Associés

Les documents suivants ont été mis à disposition des Associés :

- Les statuts en vigueur,
- L'inventaire, le bilan, le compte de résultat et l'annexe arrêtés au 31 décembre 2021,
- Le rapport de gestion du Président et les rapports du Commissaire aux comptes,
- Le projet des décisions qui sont soumises pour adoption,
- La liste des Associés,
- Et plus généralement, les documents sur lesquels a porté le droit d'information des Associés.

PREMIERE DECISION

*Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2021
Dépense et charge non déductible*

Après avoir pris connaissance du rapport de gestion et du rapport du Commissaire aux comptes, les Associés de la Société approuvent, d'un commun accord, les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2021, à savoir le bilan, le compte de résultat et les annexes, tels qu'ils leur sont présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Les Associés de la Société prennent acte qu'aucune dépense et charge non déductible des bénéfices assujettis à l'impôt sur les sociétés, telles que visées par l'article 223 quater du Code général des impôts, ne figurent dans les comptes clos le 31 décembre 2021.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des Associés.

DEUXIEME DECISION

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2021

Les Associés de la Société, après avoir constaté que les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021 font apparaître une perte nette de (9 606 936) euros, décident de l'affecter au compte report à nouveau qui se trouve ainsi porté à (136 320 144) euros.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des Associés.

TROISIEME DECISION

Approbation des Conventions Réglementées

Les Associés de la Société, après avoir pris connaissance du rapport spécial du Commissaire aux comptes mentionnant les Conventions visées à l'article L. 227-10 du Code de commerce, en prennent acte et approuvent lesdites Conventions.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des Associés.

QUATRIEME DECISION

Quitus au Président et au Directeur Général

Les Associés de la Société donnent, à l'unanimité, pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, quitus de leur gestion au Président, la société VLT CONSEIL représentée Par Monsieur Stéphane VOLANT, et au Directeur Général, Jacques GREIVELDINGER.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des Associés.

CINQUIEME DECISION

Nomination du Président

Conformément à leur Décision Unanime du 18 juin 2020, les Associés de la Société constatent que le mandat du Président de la Société arrive à expiration ce jour. D'un commun accord et conformément aux statuts, les Associés de la Société décident de reconduire le mandat de Président de la société VLT CONSEIL, représentée par Monsieur Stéphane VOLANT, pour une durée de deux (2) ans commençant à courir à compter de ce jour pour prendre fin lors de l'assemblée générale statuant sur l'approbation des comptes de l'exercice 2023 et tenue au cours de l'année 2024. Les conditions d'exercice de ce nouveau mandat resteront identiques à celles de la Décision Unanime des Associés en date du 18 juin 2020 de première nomination.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des Associés.

SIXIEME DECISION

Modification de l'Objet Social

Les Associés de la Société décident, d'un commun accord et conformément aux statuts, de modifier l'article 3 des statuts tel que précisé ci-après :

Avant modification :

ARTICLE 3 - OBJET SOCIAL

La Société a pour objet :

(i) toutes opérations liées à l'exécution du contrat de marché de droit public de services conclu avec le Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole et notifié le 12 mai 2017 et de tout avenant audit contrat portant sur la conception, la fabrication, la pose, la mise en service, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service à Paris et dans les communes adhérentes au service Vélib du Syndicat Mixte d'Etudes Vélib Métropole ou de tout Etablissement Public de Coopération Intercommunale qui en recueillerait les compétences,

(ii) et généralement toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, financières, commerciales, industrielles, civiles, immobilières ou mobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets visés ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes ou susceptibles d'en faciliter le développement ou la réalisation.

Après modification :

ARTICLE 3 - OBJET SOCIAL

La Société a pour objet :

(i) toutes opérations liées à l'exécution du contrat de marché de droit public de services conclu avec le Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole et notifié le 12 mai 2017 et de tout avenant audit contrat portant sur la conception, la fabrication, la pose, la mise en service, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service à Paris et dans les communes adhérentes au service Vélib du Syndicat Mixte d'Etudes Vélib Métropole ou de tout Etablissement Public de Coopération Intercommunale qui en recueillerait les compétences,

(ii) ainsi que toutes opérations portant sur l'exploitation d'infrastructures de mobilité, l'exploitation de modes de mobilité douce, ou la maintenance d'équipement de mobilités, sur la région Ile de France,

(iii) et généralement toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, financières, commerciales, industrielles, civiles, immobilières ou mobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets visés ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes ou susceptibles d'en faciliter le développement ou la réalisation.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des Associés.

SEPTIEME DECISION

Remboursement des Avances

Les Associés confirment les termes de la convention de mise à disposition de fonds n° 15 conclue avec la Société le 15 juillet 2021 (la Convention d'Avance), ayant pour objet de déterminer les termes et conditions applicables à l'ensemble des avances en compte courant d'associés réalisées par les Associés au profit de la Société depuis le 15 juin 2017, s'élevant au 31 décembre 2021 à la somme de 189.961.889 euros (intérêts compris), à savoir que :

- conformément à l'Article 5.3 de la Convention d'Avance, sous réserve du remboursement par capitalisation, les Associés ne pourront obtenir le remboursement des Avances (tel que ce terme est défini dans la Convention d'Avance) que dans la limite de la trésorerie disponible de la Société telle que reportée dans la situation de trésorerie du reporting du mois précédent de la Société et en tenant compte des prévisions de trésorerie d'exploitation et d'investissements ;
- conformément à l'Article 6 de la Convention d'Avance, toute cession de titres de la Société par l'un quelconque des Associés s'accompagnera simultanément de la cession au cessionnaire de tout ou partie des Avances accordées par l'Associé cédant à la Société, et ce dans la proportion du nombre de titres faisant l'objet de la cession ramené au nombre de titres qu'il détient au prorata de la diminution de sa participation.

Les Associés confirment que les obligations de chacun des Associés aux termes de la Convention d'Avance lieront leurs successeurs et ayant droits.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des Associés.

HUITIEME DECISION

Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Les Associés de la Société, statuant conformément aux dispositions de l'article L. 225-248 du Code de commerce, connaissance prise du rapport du Président et des comptes arrêtés au 31 décembre 2021 tels qu'ils viennent d'être approuvés faisant apparaître que les capitaux propres de la société s'élèvent à (130 008 144) euros, prennent acte qu'ils restent inférieurs à la moitié du capital social et décident qu'il n'y a pas lieu à dissolution de la société.

Ils prennent acte, en conséquence, de ce que la Société devait, avant le 31 décembre 2021, soit réduire son capital d'un montant au moins égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, sans que cette réduction puisse aboutir à un capital inférieur au capital minimum légal, soit

avoir reconstitué ses capitaux propres à hauteur de la moitié de son capital, conformément à l'article L225-248 du Code de Commerce.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des Associés.

NEUVIEME DECISION

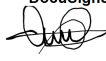
Pouvoir pour accomplissement des formalités

Les Associés de la Société donnent, d'un commun accord, tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'une copie du procès-verbal des présentes décisions en vue de l'accomplissement des formalités prévues par la Loi.


Cette décision est adoptée à l'unanimité des Associés.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent acte sous seing privé, signé par les Associés et consigné au registre prévu par la loi.

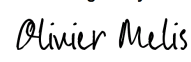
INDIGO INFRA
Représentée par Monsieur Serge Clémente

DocuSigned by:

28D4DAE2B53E4DE...


MARFINA
Représentée par Monsieur Miquel Marti Pierre

DocuSigned by:

CB2A4F2A3E96469...

MOBIVIA
Représentée par Monsieur Olivier Melis

DocuSigned by:

0ABF6CF30617480...

FIFTEEN
Représentée par Monsieur Ludovic Bertrand

DocuSigned by:

4450AA034EB8485...

SMOVENGO

Société par actions simplifiée au capital de 6 312 000 euros
Siège social : 10 du commandant d'Estienne d'Orves – 92390 Villeneuve la Garenne
RCS : 830 888 640 RCS Nanterre

S T A T U T S

Modifiés par Décision Unanime des Associés en date du 30 juin 2022

**Statuts certifiés conformes par le
Président :**

DocuSigned by:
Stéphane Volant
669F2C91A396442...

ARTICLE 1 - DEFINITIONS

A chaque fois qu'ils seront utilisés dans les présents statuts, les termes utilisés avec une majuscule initiale ont le sens défini ci-après, sans qu'il y ait lieu de distinguer selon qu'ils sont utilisés au singulier, au pluriel, à l'infinitif ou conjugué :

Affiliés : désigne pour chaque Associé toute société, groupement ou entité qu'il Contrôle, qui le Contrôle ou qui est situé sous le même Contrôle que lui, étant entendu que les sociétés Fifteen (Smooove) et Mobivia sont considérées comme des Affiliés l'une de l'autre.

Associé : désigne l'un quelconque des associés de la Société et au pluriel l'ensemble des associés.

Bénéficiaires : a le sens qui lui est donné à la **clause 12.3.1**.

Cédant : a le sens qui lui est attribué à la **clause 12.2**.

Cession : signifie toute mutation à titre onéreux ou gratuit, de manière immédiate ou différée, entraînant le transfert de la propriété (ou de la nue-propriété, ou de l'usufruit) d'un ou plusieurs Titres à quelque titre que ce soit, même à titre de transfert universel de patrimoine, et sous quelque forme qu'elle intervienne et, notamment, sans que cette liste soit exhaustive, dans le cadre d'une cession, d'un échange, d'un apport en propriété ou en jouissance, d'une fusion ou d'une scission ou d'une opération assimilée, d'une opération emportant transfert universel de patrimoine, d'une donation, d'un décès, d'une liquidation de société, succession ou communauté, d'un prêt, d'une location, d'une constitution fiduciaire, d'une distribution en nature ainsi que toute renonciation à un droit préférentiel de souscription ou d'attribution d'un Titre.

Cession Libre : désigne toute Cession à un Affilié,

Cessionnaire : a le sens qui lui est attribué à la **clause 12.2**.

Cessionnaire Désigné : a le sens qui lui est attribué à la **clause 12.4.2**.

Comité Stratégique : a le sens qui lui est donné à la **clause 15.1**,

Contrôle : désigne le contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce,

Délai de Prémption : a le sens qui lui est donné à la **clause 12.3.1**.

Directeur Général : a le sens qui lui est attribué à l'**Article 14**.

Membres Titulaires : a le sens qui lui est donné à la **clause 15.1**.

Membres Suppléants : a le sens qui lui est donné à la **clause 15.1**.

Notification : a le sens qui lui est attribué à la **clause 12.2**.

Opération Complexe : signifie toute Cession dont la rémunération ou la contrepartie financière n'est pas exclusivement une somme en numéraire (telle qu'un apport ou une fusion notamment) ainsi que toute mutation à titre gratuit.

Parties Concernées : a le sens qui lui est attribué à la **clause 12.5.**

Président : a le sens qui lui est attribué à l'**Article 13.**

Prix Fixé : a le sens qui lui est attribué à la **clause 12.5.**

Seconde Notification : a le sens qui lui est donné à la **clause 12.3.5.**

Société : désigne la société SMOVENGO, société par actions simplifiée au capital de 6 312 00 euros dont le siège social est situé au 1 avenue du Général de Gaulle, 92 074 Paris-La-Défense Cedex, immatriculé auprès du RCS de Nanterre sous le numéro 830 888 640.

Tiers : signifie toute personne physique, toute personne morale, tout fonds commun de placement, tout fonds constitué sous une autre forme, sociale ou non, ainsi que toute société en participation qui n'est pas un Affilié.

Titres : signifie tout titre de capital ou tout instrument financier donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société, ainsi que tout droit d'attribution ou de souscription à un Titre.

TITRE I - FORME – OBJET – DENOMINATION – SIEGE – DUREE

ARTICLE 2 - FORME

La Société a la forme d'une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales applicables et par les stipulations des présents statuts.

La Société ne peut procéder à une offre au public de ses actions ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions.

ARTICLE 3 - OBJET SOCIAL

La Société a pour objet :

- (i) toutes opérations liées à l'exécution du contrat de marché de droit public de services conclu avec le Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole et notifié le 12 mai 2017 et de tout avenant audit contrat portant sur la conception, la fabrication, la pose, la mise en service, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service à Paris et dans les communes adhérentes au service Vélib du Syndicat Mixte d'Etudes Vélib Métropole ou de tout Etablissement Public de Coopération Intercommunale qui en recueillerait les compétences,

- (ii) ainsi que toutes opérations portant sur l'exploitation d'infrastructures de mobilité, l'exploitation de modes de mobilité douce, ou la maintenance d'équipement de mobilités, sur la région Ile de France,
- (iii) et généralement toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, financières, commerciales, industrielles, civiles, immobilières ou mobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets visés ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes ou susceptibles d'en faciliter le développement ou la réalisation.

ARTICLE 4 – DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est : « **SMOVENGO** ».

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « *Société par actions simplifiée* » ou des initiales « *SAS* » et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 5 – SIEGE SOCIAL

A compter du 17 janvier 2022, le siège social est fixé au : 10 rue du commandant d'Estienne d'Orves – 92390 Villeneuve la Garenne.

Il peut être transféré par décision du Président après autorisation du Comité Stratégique.

ARTICLE 6 – DUREE

La durée de la Société est de 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision de la collectivité des Associés.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Président doit provoquer une décision de la collectivité des Associés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. A défaut, tout Associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

TITRE II – APPORTS - CAPITAL – ACTIONS

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de six millions trois-cent-douze mille euros (6 312 000) euros, six mille trois cent douze (6 312) actions d'un montant nominal de mille (1 000) euros chacune, de même catégorie, entièrement souscrites et libérées.

ARTICLE 8 – MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

8.1 - Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de la collectivité des Associés dans les conditions fixées par la loi et règlements en vigueur et les présents statuts sur rapport du Comité Stratégique. La collectivité des Associés peut déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans les conditions et délais prévus par la loi, la réduction ou l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

8.2 - En cas d'augmentation de capital en numéraire, chaque Associé a proportionnellement au nombre de ses actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises.

ARTICLE 9 – FORME DES ACTIONS

9.1. - Les actions sont obligatoirement nominatives.

9.2 – Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus soit par la Société, soit par un mandataire désigné à cet effet ou par un intermédiaire habilité.

9.3 – Tout Associé peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte à la Société.

ARTICLE 10 – DROITS ATTACHES AUX ACTIONS - OBLIGATIONS DES ASSOCIES

10.1 - Les Associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports. La propriété d'une action entraîne de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions régulières des organes sociaux.

10.2 - Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix au moins, sauf privation du droit de vote en application de la loi.

10.3 - Toute action, en l'absence de catégories d'actions, donne droit à une part proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social lors de toute distribution, amortissement ou répartition, au cours de la vie de la Société, comme en cas de liquidation.

10.4 - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les Associés propriétaires d'actions isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

ARTICLE 11 – INDIVISIBILITE DES ACTIONS – NUE-PROPRIETE – USUFRUIT

11.1 – Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

11.2 - Les Associés propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

11.3 - Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propiétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier. Cependant, les titulaires d'actions dont la propriété est démembrée peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux décisions collectives. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute décision collective qui aurait lieu après l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition. Même privé du droit de vote, le nu-propiétaire a toujours le droit de participer aux décisions collectives des Associés.

ARTICLE 12 – TRANSMISSION DES ACTIONS

12.1 – Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de celle-ci. Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet.

La transmission des actions s'opère, à l'égard de la Société et des tiers, par un virement de compte à compte, sur production d'un ordre de mouvement ou d'un acte. Le virement est enregistré sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « *registre de mouvements de titres* ». La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement ou de l'acte.

Lorsque la Société comporte plus d'un Associé, les Cessions de Titres autres que les Cessions Libres sont soumises à l'obligation de notification objet de la **clause 12.2**, ainsi qu'au droit de préemption dans les conditions stipulées à la **clause 12.3** et qu'à la procédure d'agrément dans les conditions stipulées à la **clause 12.4**.

12.2 – Notification à l’occasion de toute Cession de Titres

Lorsque l’un des Associés envisagera de procéder à la Cession de tout ou partie de ses Titres (ci-après le « **Cédant** »), il devra préalablement à la Cession, et même s’il s’agit d’une Cession Libre, notifier son projet au Président ainsi qu’à chacun des Associés par lettre recommandée avec demande d’avis de réception (ci-après la « **Notification** ») en indiquant :

- (i) l’identité précise et complète du cessionnaire (ci-après le « **Cessionnaire** ») (et s’il s’agit d’une personne morale, l’identité de la ou des personnes physiques qui le Contrôle *in fine*, et à défaut d’un tel Contrôle le nom et les coordonnées du ou des bénéficiaires effectifs au sens du code monétaire et financier),
- (ii) s’il s’agit d’une Cession Libre, la justification que le Cessionnaire est bien un Affilié du Cédant ;
- (iii) le nombre de Titres dont la cession est envisagée ;
- (iv) la nature de la Cession projetée (et notamment s’il s’agit d’une Opération Complexe) ;
- (v) sauf s’il s’agit d’une Cession Libre, le prix unitaire par Titre ou, en cas d’Opération Complexe, la valeur unitaire par Titre retenue pour l’opération de Cession, ainsi que les autres conditions de l’opération de Cession, notamment le droit aux dividendes attachés aux Titres et les garanties, le cas échéant, devant être consenties ;
- (vi) les conditions du règlement et la copie de l’engagement irrévocable émanant du Cessionnaire d’acquiescer les Titres objet de la Cession.

Par exception, en cas de Cession intervenant dans le cadre d’une dévolution successorale, la Notification devra intervenir dans les quatre-vingt-dix (90) jours du décès, cette notification étant réalisée par le Président.

12.3 – Droit de préemption

12.3.1 – Pour toute Cession, autres qu’une Cession Libres, chacun des Associés consent aux autres Associés (les « **Bénéficiaires** ») le droit de préemption objet de la présente **clause 12.3**.

La Notification vaudra promesse de vente du Cédant, au profit des Bénéficiaires, des Titres dont la Cession est envisagée, dans les proportions et conditions précisées ci-après.

12.3.2 – A compter de la réception de la Notification, les Bénéficiaires disposent d’un délai de quinze (15) jours (ci-après le « **Délai de Préemption** ») pour indiquer au Président, avec copie à chacun des Associés de la Société, s’ils souhaitent exercer leur droit de préemption.

Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d’avis de réception indiquant le nombre de Titres que le Bénéficiaire souhaite acquiescer, à titre irréductible (c’est-à-dire au prorata de sa participation) et à titre réductible.

Le droit de préemption devra s’exercer sur la totalité des Titres dont la Cession est envisagée

selon les mêmes conditions de prix ou de valorisation, de délai de règlement et de garantie que celles proposées par le Cessionnaire envisagé et décrites dans la Notification, étant toutefois précisé que toute Cession résultant de l'exercice du droit de préemption interviendra contre paiement en numéraire et que si la Cession constitue une Opération Complexe, le prix de cession de chaque Titre sera, soit celui indiqué dans la Notification, soit, en cas de désaccord d'au moins un Associé exerçant son droit de préemption, celui fixé en application de la **clause 12.5** des statuts, les Associés concernés étant le Cédant et les Bénéficiaires ayant exercé leur droit de préemption.

En cas de détermination du prix de la préemption au moyen de cette procédure d'expertise, ce prix sera opposable à l'ensemble des Bénéficiaires, qu'ils aient ou non demandé une expertise.

12.3.3 – Dans le cas où le nombre total de Titres que les Bénéficiaires ont déclaré désirer acquérir serait supérieur au nombre de Titres objet de la procédure de préemption et à défaut d'accord entre eux sur la répartition à notifier au Cédant avant l'expiration du Délai de Préemption, lesdits Titres seront répartis entre les Bénéficiaires ayant exercé leur droit de préemption, dans la limite de la demande de chacun, au prorata du nombre de Titres détenus par chacun des Bénéficiaires ayant exercé leur droit de préemption par rapport au nombre total de Titres détenus par les Bénéficiaires ayant exercé leur droit de préemption.

Lorsque le nombre de Titres revenant à un Bénéficiaire ne sera pas un nombre entier, ce nombre sera arrondi au nombre entier immédiatement inférieur. Le solde sera attribué au Bénéficiaire disposant du plus grand nombre de Titres.

12.3.4 – Le droit de préemption devra impérativement être exercé dans le Délai de Préemption.

L'exercice du droit de préemption au-delà du Délai de Préemption sera considéré comme nul et non avenue.

L'exercice du droit de préemption dans le Délai de Préemption emportera transfert de propriété dans les relations entre les Associés concernés et selon les modalités des présentes, sous réserve de complet paiement.

12.3.5 – A la clôture du Délai de Préemption et au plus tard dans les huit (8) jours de cette clôture, le Président notifiera (ci-après la « **Seconde Notification** ») à l'ensemble des Bénéficiaires le détail des réponses reçues et, en cas de succès de la procédure de préemption, la répartition des Titres entre les Bénéficiaires ayant exercé leur droit de préemption.

12.3.6 – En cas de succès de la procédure de préemption, les cessions devront être régularisées dans les quinze (15) jours à compter de la clôture du Délai de Préemption (ou de la notification du Prix Fixé en cas de recours à la procédure visée à la **clause 12.5** des statuts).

A cet effet, le plus diligent des Bénéficiaires ayant exercé son droit de préemption invitera le Cédant à signer les ordres de mouvements requis. Si le Cédant n'a pas déféré à cette invitation dans le délai imparti, la transcription du transfert de propriété dans les registres pourra intervenir par simple déclaration de cette défaillance au Président (les présentes valant mandat irrévocable du Cédant) à charge pour les Bénéficiaires cessionnaires, en l'absence de délai de règlement mentionné dans la Notification, de consigner auprès d'un officier ministériel le prix de cession. Le Cédant sera informé de cette régularisation et, le cas échéant, invité à se

présenter auprès de l'officier ministériel à l'effet de recevoir le prix de cession, soit personnellement, soit par une personne dûment mandatée. La date du transfert de propriété des Titres est fixée par les Parties au jour de la présentation des documents susvisés à la Société.

A défaut de régularisation de la cession du fait d'un des Bénéficiaires ayant exercé son droit de préemption dans le délai de quinze (15) jours ci-dessus mentionné le Président devra attribuer les Titres préemptés par ce Bénéficiaire défaillant aux autres Bénéficiaires ayant souhaité préempter plus de Titres que leurs droits à titre irréductibles, et si cela ne suffit pas demander aux autres Bénéficiaires s'ils souhaitent se substituer au Bénéficiaire défaillant, en leur ouvrant un délai de huit (8) pour notifier leur décision. En l'absence de substitution du Bénéficiaire défaillant par un ou plusieurs autres Bénéficiaires, la cession de l'ensemble des Titres objet de la Notification pourra être résolue de plein droit à la seule initiative du Cédant à charge de notifier sa décision à chacun des Bénéficiaires ayant exercé son droit de préemption. Le Cédant pourra alors céder les Titres, objet de la préemption, dans les conditions indiquées dans la Notification au cessionnaire mentionné dans cette Notification, sous réserve d'obtenir l'agrément prévu à la **clause 12.4**.

12.3.7 – A défaut d'exercice du droit de préemption ou si le droit de préemption tel qu'exercé par une ou plusieurs des Bénéficiaires dans le Délai de Préemption ne porte pas sur la totalité des Titres dont la Cession est proposée, le droit de préemption sera réputé n'avoir jamais été exercé et le Cédant pourra procéder à la Cession envisagée (telle que décrite dans la Notification) sous réserve d'obtenir l'agrément prévu à la **clause 12.4**.

Cette cession devra être réalisée dans les mêmes termes que ceux décrits dans la Notification et à condition (i) de respecter la procédure d'agrément objet de la **clause 12.4** ci-après dans l'hypothèse où le Cessionnaire envisagé est un Tiers et (ii) de procéder à la Cession aux conditions notifiées dans un délai de trente (30) jours à compter de l'expiration du Délai de Préemption ou de la notification du Prix Fixé en cas de recours à la procédure visée à la **clause 12.5** selon que ceux-ci trouvent à s'appliquer.

12.4 – Agrément

12.4.1 – Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de la Seconde Notification et à défaut d'exercice du droit de préemption par l'un ou plusieurs des Bénéficiaires dans le Délai de Préemption ou si le droit de préemption, tel qu'exercé par l'un ou plusieurs des Bénéficiaires dans le Délai de Préemption, ne porte pas sur la totalité des Titres dont la Cession est proposée, le Président est tenu de consulter le Comité Stratégique en vue de statuer sur l'agrément de la Cession telle que décrite dans la Notification.

12.4.2 – L'agrément doit être donné par décision du Comité Stratégique. La décision d'agrément comme le refus d'agrément, qui n'a pas à être motivé et ne peut donner lieu à aucune réclamation ou contestation, doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au Cédant par le Président au plus tard dans les vingt (20) jours à compter de la date de la Seconde Notification, faute de quoi l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'agrément, le transfert correspondant doit être réalisé au plus tard dans les quinze (15) jours de la notification de la décision d'agrément. A défaut de réalisation de la Cession dans

le délai de quinze (15) jours susvisé, le Cédant devra recommencer la procédure stipulée à l'**Article 12**.

En cas de refus d'agrément, la Société est tenue dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification de son refus ou, en cas d'exercice de la procédure visée à la **clause 12.5**, de la notification effectuée par le tiers expert du prix de cession des Titres, d'acquérir ou de faire acquérir les Titres. L'achat interviendra, au choix du Comité Stratégique (i) soit au profit de la Société, (ii) soit au profit d'un ou plusieurs Associés acceptant cette cession, (iii) soit au profit d'un ou plusieurs Tiers agréés par le Comité Stratégique (le « **Cessionnaire Désigné** »). Si le ou les transferts correspondants ne sont pas régularisés dans ces délais du fait de la Société ou des Cessionnaires Désignés par le Comité Stratégique, l'agrément du ou des Cessionnaires proposés par le Cédant est réputé acquis. Si la non-régularisation est imputable au Cédant, la Société est habilitée à transcrire d'office sur ses registres ce ou ces transferts sans qu'il soit besoin du concours ni de la signature de cet Associé. Le ou les cessionnaires devront alors adresser au Président, par lettre recommandée avec avis de réception, un chèque correspondant au montant du prix de cession des Titres, à charge pour ce dernier, (i) d'en informer le Cédant et (ii) de procéder d'office à l'inscription des mouvements correspondants sur les registres sociaux de la Société.

En cas d'acquisition par la Société de ses propres Titres, la Société sera tenue soit de les céder dans un délai de six (6) mois à compter de leur acquisition, soit de les annuler.

L'acquisition des Titres par un ou plusieurs Associés, par la Société ou par le Cessionnaire Désigné sera réalisée moyennant le prix ou la valorisation indiquée dans la Notification. Dans l'hypothèse où la Notification mentionnerait une Opération Complexe et à défaut d'accord sur la valeur d'au moins un des cessionnaires, le prix sera fixé en application de la procédure d'expertise visée à la **clause 12.5** des statuts.

Toute opération réalisée en violation de cette procédure d'agrément sera nulle et non avenue.

12.5 – Procédure d'expertise

En cas d'Opération Complexe et à défaut d'accord, à chaque fois que des Cessions de Titres devront être faites en application des présents statuts, le prix des Titres sera déterminé par un tiers expert auquel le Cédant d'une part et la Société, les Bénéficiaires, ou le Cessionnaire Désigné, selon le cas et d'autre part (les « **Parties Concernées** ») délèguent les pouvoirs et la mission de fixation du prix des Titres définis à l'article 1843-4 du Code civil.

Les Parties Concernées devront désigner d'un commun accord le tiers expert dans les quinze (15) jours suivant la demande faite par l'une d'entre elles de recourir à l'expertise.

A défaut d'y parvenir dans ce délai, le tiers expert sera désigné à la demande de la Partie Concernée la plus diligente par ordonnance du Président du Tribunal de commerce du siège social de la Société statuant en la forme des référés et sans recours possible. Le tiers expert interviendra en application des dispositions de l'article 1843-4 du Code civil. Pour l'accomplissement de sa mission, il aura accès à tout document et information en la possession de la Société, et éventuellement de ses Associés.

Le tiers expert devra :

- (i) prendre connaissance des présents statuts ;
- (ii) tenir compte de tous les mémoires ou pièces que les Parties Concernées devant être parties à la Cession lui auront adressés dans les dix (10) jours suivant l'acceptation de sa mission ;
- (iii) tenir compte de toutes les dépositions orales ou écrites complémentaires qu'il aura souhaité obtenir, à condition toutefois que les dépositions orales aient été faites en présence de toutes les Parties Concernées conviées avec un préavis suffisant ;
- (iv) fixer le prix des Titres en cause sans que cette évaluation puisse être ni inférieure à la valeur la plus basse proposée par une des Parties Concernées, ni supérieure à la valeur la plus haute proposée par une autre Partie Concernée, sa compétence étant bornée par les extrêmes du désaccord constaté entre les Parties Concernées.

Durant le déroulement de la procédure, le tiers expert et les Parties Concernées devront respecter scrupuleusement le principe du contradictoire. Ainsi, chaque Partie Concernée devra communiquer simultanément aux autres Parties Concernées les documents et pièces qu'il adresse au tiers expert et le tiers expert devra accuser réception auprès de chaque Partie Concernée de toutes les pièces qu'il aura reçues.

Le tiers expert devra notifier aux Parties Concernées le prix de cession des Titres concernés (ci-après le « **Prix Fixé** ») dans les quarante-cinq (45) jours suivants l'acceptation de sa mission.

Le Prix Fixé s'imposera aux Parties Concernées et ne pourra faire l'objet d'aucune contestation, sauf en cas d'erreur grossière.

Les frais et honoraires de la mission d'expertise seront répartis à parts égales entre les Parties Concernées concernés par la Cession.

TITRE III - ADMINISTRATION DE LA SOCIETE – DIRECTION GENERALE
--

ARTICLE 13 – PRESIDENT

13.1 - La Société est représentée, gérée et administrée par un président (le « **Président** »), personne physique ou morale, Associée ou non de la Société, nommé, révoqué, renouvelé et remplacé par décision de la collectivité des Associés, pour des mandats de deux (2) ans prenant fin lors de l'assemblée générale statuant sur l'approbation des comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle le mandat expire.

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de trois (3) mois lequel pourra être réduit par la collectivité des Associés qui aura à statuer sur le remplacement du Président démissionnaire.

Le Président est révocable à tout moment sans préavis par décision de la collectivité des Associés sans qu'un juste motif ne soit nécessaire.

Les fonctions du Président personne morale prennent également fin, en cas (i) d'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement judiciaire, (ii) de liquidation judiciaire ou (iii) de dissolution amiable.

Sauf décision contraire prise par la collectivité des Associés, la cessation, pour quelque cause que ce soit, des fonctions de Président ne donnera droit à aucune indemnité de quelque nature que ce soit.

En cas de nomination d'une personne morale en qualité de Président, elle peut désigner toute personne en qualité de représentant permanent pour la durée de son mandat de Président, sous réserve que ce représentant permanent ait été préalablement agréé par le Comité Stratégique. En cas de décès, de démission ou de révocation du représentant permanent, la personne morale doit le notifier sans délai à la Société, par lettre recommandée, et donner l'identité du nouveau représentant permanent, ce nouveau représentant permanent devant être préalablement agréé par le Comité Stratégique.

Le dirigeant ou représentant permanent de cette personne morale est soumis aux mêmes obligations et encourt les mêmes responsabilités civile et pénale que s'il était Président en nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

En cas de décès, démission, révocation ou empêchement du Président d'exercer ses fonctions, il est pourvu à son remplacement par décision de la collectivité des Associés. Le Président remplaçant ne demeure en fonction que pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur sauf décision contraire de la collectivité des Associés.

13.2 – Rémunération

Le Président peut percevoir, au titre de ses fonctions de Président, une rémunération dont les conditions sont librement fixées par une décision de la collectivité des Associés. Cette rémunération est, le cas échéant, modifiée par une nouvelle décision de la collectivité des Associés. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle.

En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

Sauf décision contraire prise par la collectivité des Associés, le Président n'est pas remboursé de ses frais de déplacement entre sa résidence personnelle et la région parisienne.

13.3 – Pouvoirs

Dans les rapports avec la Société, le Président assume la direction générale de la Société. Il peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la Société, sous réserve des pouvoirs accordés par la Loi ou les statuts à la collectivité des Associés ou à l'Associé unique selon le cas, au Comité Stratégique et des limitations de pouvoirs décidées par la collectivité des Associés.

Le Président représente la Société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite (i) de l'objet social et (ii) des décisions qui relèvent, par l'effet de la loi ou des présents statuts, de la compétence de la collectivité des Associés et (iii) des décisions qui supposent une autorisation préalable du Comité Stratégique.

Le Président peut, sous sa responsabilité, donner toutes délégations de pouvoir à toutes personnes physiques ou morale de son choix, de nationalité française ou étrangère, Associés ou non de la Société, ayant son siège social en France ou à l'étranger, pour un ou plusieurs objets déterminés, et doit prendre, à cet égard, toutes mesures nécessaires pour que soit respecté l'ensemble des stipulations des présents statuts.

13.4 – Procès-verbaux des décisions du Président

En tant que de besoin, les décisions du Président, et notamment celles qui sont soumises à l'autorisation préalable du Comité Stratégique ainsi que celles qui sont soumises à l'information préalable des délégués du comité d'entreprise le cas échéant, sont constatées dans un procès-verbal qui relate de manière détaillée le contenu et la date de la décision, ainsi que les dates des actes juridiques éventuellement conclus à la suite ou dans le cadre de ces décisions. Ces différents procès-verbaux des décisions du Président sont conservés sans limitation dans le temps par ordre chronologique dans un registre unique séparé.

ARTICLE 14 – DIRECTEUR GENERAL

14.1. - Le Président peut être assisté dans ses fonctions de représentation et/ou de direction de la Société par un directeur général (le « **Directeur Général** »), personne physique Associée ou non de la Société.

Le Directeur Général est nommé, renouvelé et remplacé par décision du Comité Stratégique.

Le Directeur Général exerce ses fonctions pour une durée illimitée sauf si une durée a été expressément fixée lors de sa nomination.

Le Directeur Général peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de trois (3) mois lequel pourra être réduit par le Comité Stratégique.

Le Directeur Général est révocable à tout moment sans préavis par décision du Comité Stratégique sans qu'un juste motif ne soit nécessaire.

Sauf décision contraire du Comité Stratégique, la cessation, pour quelque cause que ce soit, des fonctions de Directeur Général ne donnera droit à aucune indemnité de quelque nature que ce soit.

En cas de décès, démission, révocation ou empêchement du Directeur Général d'exercer ses fonctions, il pourra être pourvu à son remplacement par décision du Comité Stratégique. Le Directeur Général remplaçant ne demeure en fonction, le cas échéant, que pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur sauf décision contraire du Comité Stratégique.

14.2 – Rémunération

Le Directeur Général peut percevoir, au titre de ses fonctions, une rémunération dont les conditions sont librement fixées par une décision du Comité Stratégique. Cette rémunération est, le cas échéant, modifiée par une nouvelle décision du Comité Stratégique. Elle peut être fixe ou proportionnelle, ou à la fois fixe et proportionnelle. En outre, le Directeur Général est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

Sauf décision contraire du Comité Stratégique, le Directeur Général n'est pas remboursé de ses frais de déplacement entre sa résidence personnelle et la région parisienne.

14.3 – Pouvoirs

Sauf restriction dans la décision de nomination ou dans une décision postérieure ou dans les présents statuts, le Directeur Général assiste le Président dans ses fonctions de direction et de représentation de la Société et, à cet effet, dispose des mêmes pouvoirs de direction et de représentation que le Président, étant précisé que les éventuelles limitations de pouvoirs du Directeur Général sont arrêtées par le Comité Stratégique.

ARTICLE 15 – COMITE STRATEGIQUE

15.1. – Composition et nomination

Le comité stratégique de la Société (le « **Comité Stratégique** ») est composé de trois (3) membres, personnes physiques ou morales, associées ou non de la Société, chacun de ces membres ayant un suppléant.

Les trois (3) membres titulaires (les « **Membres Titulaires** ») sont désignés ainsi qu'il suit :

- un Membre Titulaire désigné conjointement par Fifteen (Smooove) et Mobivia,
- un Membre Titulaire désigné par Indigo,
- un Membre Titulaire désigné par Marfina,

Les trois (3) membres suppléant (les « **Membres Suppléants** ») sont désignés ainsi qu'il suit :

- un Membre Suppléant désigné conjointement par Fifteen (Smooove) et Mobivia,
- un Membre Suppléant désigné par Indigo,
- un Membre Suppléant désigné par Marfina.

Chaque Membre Suppléant aura pour mission de remplacer le Membre Titulaire en cas d'empêchement de ce dernier pour assister à une réunion du Comité Stratégique ou en cas de démission.

Les Membres Titulaires et Suppléant du Comité Stratégique sont nommés, pour une durée indéterminée directement par décision du ou des Associés qu'ils représentent notifiée à la Société. Chaque Associé notifie à la Société le nom de son Membre Titulaire et de son Membre Suppléant, en indiquant, pour chaque membre du Comité Stratégique, l'identité du ou des Associés qu'il représente.

Les Membres Titulaires et Suppléants du Comité Stratégique peuvent être révoqués, à tout moment et sans préavis, par décision du ou des Associés qu'ils représentent et procèdera(ont) à leur remplacement immédiat.

Les Membres Titulaires et Suppléants du Comité Stratégique ne seront pas rémunérés pour leurs fonctions mais pourront obtenir le remboursement de leurs frais de représentation et de déplacement sur justification.

15.2. – Fonctionnement du Comité Stratégique

Le Comité Stratégique se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'oblige et, en tout état de cause, au moins une (1) fois par trimestre, sur convocation du Président, du Directeur Général ou de l'un de ses Membres Titulaires.

Le Comité Stratégique est convoqué par tous moyens écrits huit (8) jours avant la date de la réunion, avec indication du jour, de l'heure, du lieu de réunion et de l'ordre du jour dudit Comité Stratégique. En cas d'urgence, le délai de convocation est réduit à quarante-huit (48) heures. Par ailleurs, le Comité Stratégique peut se réunir sans délai si tous les Membres Titulaires sont présents et y consentent.

Sauf dans le dernier cas susvisé, l'auteur de la convocation devra fournir, au moins quarante-huit (48) heures avant toute réunion du Comité Stratégique, tous documents et informations utiles à ses membres ou nécessaires pour que ces derniers puissent statuer en connaissance de cause.

Les membres présents (les « **Membres** ») élisent au début de chaque réunion du Comité Stratégique un président de séance qui préside ladite réunion.

En cas d'absence d'un Membre Titulaire qui ne pourrait être remplacé lors d'une réunion du Comité Stratégique par un Membre Suppléant désigné par le ou les mêmes Associés, ledit Membre Titulaire pourra se faire représenter à cette réunion par un autre Membre Titulaire ou Membre Suppléant.

Le Président assiste aux réunions du Comité Stratégique, sans voix délibérative.

Lors des réunions du Comité Stratégique, chaque Membre pourra être accompagné d'au maximum deux (2) invités, sous réserve de la signature par chacun des invités d'un accord de confidentialité. Chaque Membre pourra également inviter à une réunion du Comité Stratégique un salarié ou dirigeant de la Société, ou un Membre Suppléant du Comité Stratégique ne suppléant pas un Membre Titulaire absent dont la présence serait opportune en raison de l'ordre du jour de la réunion, et notamment le Directeur Général, sans voix délibérative.

Les Membres Titulaires et Suppléants, ainsi que toutes personnes appelées à assister à une séance du Comité Stratégique, sont tenus à une stricte discrétion à l'égard des informations confidentielles et données comme telles par le président de séance.

Les décisions du Comité Stratégique sont prises lors de réunions tenues physiquement ou par visioconférence conformément aux stipulations des statuts ou par des résolutions écrites signées par tous les Membres Titulaires. Exceptionnellement, un Membre peut assister à une

réunion du Comité Stratégique par téléphone, sous réserve que les autres Membres présents physiquement lors de cette réunion aient donné préalablement leur accord. Les décisions du Comité Stratégique peuvent également résulter d'un acte exprimant le consentement de tous les Membres Titulaires.

Les décisions du Comité Stratégique sont constatées par des procès-verbaux qui indiquent le lieu et la date de la réunion, l'identité des membres présents et de leurs mandataires, les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats, le texte des décisions mises aux voix et le résultat des votes. Les procès-verbaux sont signés par le président de séance et un membre du Comité Stratégique. Ces différents procès-verbaux des décisions du Comité Stratégique seront conservés sans limitation dans le temps par ordre chronologique dans un registre unique séparé.

15.3. — Pouvoirs, compétence, quorum et majorité

15.3.1 – Pouvoirs - Compétence

Les présents statuts, le pacte d'associés conclu le cas échéant par les Associés et/ou une décision de la Collectivité des Associés fixe(nt) les pouvoirs ou la compétence du Comité Stratégique, les droits à l'information de ses membres ainsi que la liste des décisions pour lesquelles son autorisation préalable est nécessaire.

15.3.2 - Quorum

Pour que le Comité Stratégique délibère valablement, les Membres présents ou représentés par un autre Membre doivent représenter les deux tiers (2/3) au moins des Membres représentant des Associés détenant ensemble 66 % au moins des actions de la Société.

Si le quorum n'est pas atteint à une réunion du Comité Stratégique dans un délai d'une (1) heure à compter de l'heure à laquelle ladite réunion devait commencer, la réunion est ajournée et une nouvelle réunion peut se tenir, sauf urgence, dans les deux (2) jours ouvrés suivant la nouvelle convocation notifiée par l'un des Membres Titulaires à tous les autres Membres Titulaires.

Le quorum pour cette nouvelle réunion du Comité Stratégique et pour toute réunion ultérieure ayant le même ordre du jour reste inchangé.

15.3.3 - Majorité

Les décisions du Comité Stratégique sont adoptées si elles sont prises par des Membres représentant des Associés détenant ensemble 66 % au moins des actions de la Société.

ARTICLE 16 – COMITE D'ENTREPRISE

S'il existe un comité d'entreprise, les délégués du comité d'entreprise exercent les droits prévus par le Code du travail auprès du Président ou le cas échéant un mandataire désigné spécialement à cet effet par le Président.

TITRE IV - DECISIONS DE LA COLLECTIVITE DES ASSOCIES

ARTICLE 17 - DECISIONS DE LA COLLECTIVITE DES ASSOCIES

Les décisions qui doivent être prises par la collectivité des Associés sont les suivantes :

- (i) toute émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance,
- (ii) tout apport partiel d'actif soumis au régime des scissions,
- (iii) la liquidation de la Société,
- (iv) toute modification des statuts à l'exception du changement de siège social,
- (v) tout apport en compte-courant consenti par les Associés,
- (vi) tout appel de fonds en compte courant d'Associé non prévu au budget annuel,
- (vii) toute décision ayant pour effet ou pour objet de constituer ou d'augmenter des garanties consenties par les Associés pour les engagements de la Société, conformément à l'accord de Groupement Velib'2 et de son avenant,
- (viii) toutes celles pour lesquelles les dispositions légales et les stipulations des présents statuts imposent une décision de la collectivité des Associés.

ARTICLE 18 - MODES DE CONSULTATION DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DE LA COLLECTIVITE DES ASSOCIES**18.1 – Mode de consultation de l'Associé unique**

Les décisions de l'Associé unique sont prises à l'initiative du Président ou de l'Associé unique lui-même. Toute décision de l'Associé unique résulte valablement d'un procès-verbal de décisions signé par l'Associé unique, avec mention de la communication préalable, s'il y a lieu, des documents nécessaires sur lesquels portent les décisions de l'Associé unique.

18.2 – Mode de consultation de la collectivité des Associés

Les décisions collectives des Associés sont prises, au choix de la personne en prenant l'initiative, en assemblée générale tenue au siège social ou dans tout autre endroit indiqué dans la convocation (§ 18.2.1) ou par consultation écrite (§18.2.2). Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte exprimant le consentement de tous les Associés (§18.2.3). Les moyens de communication par visioconférence peuvent être utilisés dans l'expression des décisions des Associés.

Les décisions sont prises à l'initiative du Président ou d'un ou plusieurs Associé(s) détenant seul ou ensemble au moins 30 % du capital social.

Les décisions collectives sont constatées dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial côté paraphé. Les procès-verbaux des décisions pourront être certifiés par le Président ou par toute autre personne autorisée à cet effet par le Président.

18.2.1 - Délibérations des assemblées des Associés

Les Associés sont convoqués en assemblée générale par tous moyens écrits huit (8) jours avant la date de la réunion, avec indication du jour, de l'heure, du lieu de la réunion et de l'ordre du jour de l'assemblée. En cas d'urgence, le délai de convocation est réduit à deux (2) jours ouvrés. Par ailleurs, l'assemblée peut se réunir sur convocation verbale et sans délai si tous les Associés sont présents ou représentés et y consentent.

Le commissaire aux comptes titulaire de la Société, s'il en existe, est convoqué à toute assemblée de la même manière que les Associés.

Tout Associé a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire Associé ou non. Les mandats peuvent être donnés par tout moyen écrit et notamment par télécopie ou communication électronique.

Les assemblées sont présidées par le Président et, en son absence, par un Associé désigné par l'assemblée pour la présider.

Une feuille de présence est tenue pour chaque assemblée générale et le procès-verbal est établi, daté et signé par (i) soit le Président et au moins un Associé, présent ou représenté, (ii) soit au moins deux Associés présents ou représentés.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les Associés qui participent à la réunion par visioconférence, le procès-verbal de l'assemblée devant alors préciser les modalités de participation de chacun des Associés aux délibérations.

18.2.2 - Délibérations par consultation écrite

En cas de délibération par voie de consultation écrite (incluant toute consultation par télécopie ou communications électroniques), la personne à l'initiative de la consultation doit adresser à chacun des Associés le texte de projet des décisions et les documents nécessaires pour les informer, par tout moyen écrit.

Les Associés disposent d'un délai maximum de huit (8) jours à compter de la date de réception du projet de décisions pour émettre leur vote par écrit à la personne qui a pris l'initiative de la consultation par télécopie ou par tout autre moyen permettant de rapporter la preuve de ladite réponse. Tout Associé n'ayant pas répondu dans le délai mentionné est considéré comme s'étant abstenu. Le commissaire aux comptes titulaire de la Société, s'il en existe, sera informé de la consultation écrite des Associés de la même manière que les Associés.

La personne à l'initiative de la consultation établit, date et signe le procès-verbal de la décision collective, auquel chaque bulletin de vote est annexé.

18.2.3 - Délibérations par acte exprimant le consentement de tous les Associés

Les décisions collectives peuvent également résulter d'un acte sous seing privé signé par tous les Associés.

18.2.4 - Quorum – Majorité

18.2.4.1 - Quorum

- a) La collectivité des Associés ne pourra valablement délibérer que si tous les Associés sont présents (ou réputés tels en cas de recours à un procédé de visioconférence) ou représentés sur première convocation.
- b) A défaut de quorum, l'assemblée générale pourra valablement délibérer, sur seconde convocation, si les Associés présents (ou réputés tels en cas de recours à un procédé de visioconférence) ou représentés rassemblent plus de 66 % du capital et des droits de vote et sous réserve que (i) l'ordre du jour de la seconde convocation soit identique à celui de la première convocation et (ii) que la réunion sur seconde convocation ait lieu au moins deux (2) jours et au maximum dix (10) jours après celle prévue par la première convocation.

18.2.4.2 - Majorité

- a) L'unanimité des Associés est requise dans tous les cas où elle est prévue par les dispositions légales, réglementaires ou par les présents statuts ou pour toute décision ayant pour effet d'augmenter les engagements des Associés.
- b) Les décisions suivantes sont prises à la majorité de 81 % des voix dont disposent les Associés présents ou représentés :
 - (i) Toutes les décisions relatives à la modification de la majorité de 81% prévue au présent paragraphe b) de l'article 18.2.4.2 ;
 - (ii) Toute décision relative à l'augmentation des engagements financiers des Associés, conformément à l'alinéa 2 de l'article 1836 du code civil ;
 - (iii) Toute décision relative à toute augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de certains Associés seulement.

A toutes fins utiles, il est précisé que cette majorité de 81 % ne s'appliquera pas à :

- (i) Toute décision relative à toute augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'un tiers non associé ;
- (ii) Toute décision relative à toute augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des Associés.

Toutes les décisions des Associés, autres que celles visées aux paragraphes a) et b) ci-dessus, sont prises à la majorité de 66 % des voix dont disposent les Associés présents ou représentés.

TITRE V – CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 19 - DROIT DE COMMUNICATION ET D'INFORMATION

Toute consultation des Associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant les documents et informations permettant à la collectivité des Associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions ou décisions soumises à son approbation.

Cette information doit être mise à la disposition des Associés, selon le cas, au siège social de la Société ou à leur demande, leur être adressée aux frais de la Société et faire l'objet d'une communication, au plus tard concomitamment à la communication des résolutions ou décisions soumises à leur approbation.

Chaque Associé peut, à tout moment, sous réserve de ne pas porter atteinte à la bonne marche de la Société, procéder à la consultation au siège social de la Société et, éventuellement prendre copie, de l'inventaire, des comptes annuels, du tableau des résultats de la Société, des comptes sociaux, du registre coté et paraphé où sont reportés les procès-verbaux des décisions, de la comptabilité actions et des rapports du Président et des commissaires aux comptes pour les trois derniers exercices sociaux.

TITRE VI – EXERCICE SOCIAL – COMPTES ANNUELS – AFFECTATION ET DIVIDENDES

ARTICLE 20 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice social débutera le jour de la signature des présents statuts et sera clos le 31 décembre 2018.

ARTICLE 21 - ARRETE, APPROBATION DES COMPTES ET AFFECTATION DU RESULTAT ET DIVIDENDES

Le rapport de gestion et les comptes annuels sont arrêtés par le Comité Stratégique.

Dans le délai de six (6) mois à compter de la date de clôture de l'exercice social, la collectivité des Associés statue sur les comptes annuels, connaissance prise du rapport de

gestion et des rapports du commissaire aux comptes s'il en existe ; s'il y a lieu, les comptes consolidés et le rapport sur la gestion du groupe sont présentés à la collectivité des Associés lors de ladite décision.

ARTICLE 22 - PAIEMENT DES DIVIDENDES --ACOMPTE

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du Comité Stratégique des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Toutefois, il est convenu entre les Associés qu'aucun dividende ou acompte sur dividendes ne pourra être versé tant que la Société conservera des dettes à l'égard de ses Associés (comptes courants, obligations émises ou toutes autres formes de dettes).

Les modalités de mise en paiement des dividendes ou des acomptes sur dividendes sont fixées par décision de la collectivité des Associés. Toutefois, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des Associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales. Les dividendes non réclamés dans les cinq (5) ans de leur mise en paiement sont prescrits.

TITRE VII – DISSOLUTION – LIQUIDATION – CONTESTATION

25 – Dissolution - Liquidation

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts, ou à la suite d'une décision de la collectivité des Associés prises dans les conditions fixées par les présents statuts.

En outre, sauf décision contraire des Associés et sans préjudice de la possibilité pour les Associés de décider d'une dissolution anticipée, la Société sera dissoute un an après l'encaissement de :

- (i) l'intégralité des sommes qui lui sont dues au titre du contrat de marché de droit public de services conclu avec le Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole et notifié le 12 mai 2017, et de

- (ii) l'intégralité des sommes qui lui sont dues au titre de toutes conventions conclues par la Société dans le cadre de l'exécution de ce contrat de marché de droit public, et de manière plus générale de
- (iii) l'intégralité des sommes qui lui seraient dues par des tiers, de quelque nature et à quelque titre que ce soit, dans le cadre de l'exécution de ce contrat de marché de droit public.

La Société est en liquidation, dès l'instant de sa dissolution, pour quelque cause que ce soit.

La dissolution met fin aux fonctions du Président et le cas échéant, du Directeur Général. Le ou les commissaires aux comptes demeurent en fonction.

La dissolution ne met pas fin aux fonctions des Membres Titulaires et Suppléants du Comité Stratégique.

A l'expiration de la Société, ou en cas de dissolution anticipée, la collectivité des Associés règle le mode de liquidation, nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle/il détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

En fin de liquidation, la collectivité des Associés statue sur les comptes de liquidation et sur décharge du mandat du ou des liquidateurs et constate la clôture de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des Associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les Associés en proportion de leur participation dans le capital social.

ARTICLE 26 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation soit entre la Société et les Associés, l'Associé unique, le Président ou le Liquidateur, soit entre les Associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Paris.

=====